

indiennes et étrangères (surtout américaines) n'ont pas tardé à répondre, et certaines ont même pris l'initiative de formuler leurs propres propositions spontanées. Quelque 245 projets sont aujourd'hui à l'étude.

La politique de privatisation continue d'évoluer. À l'origine, les propositions étaient négociées dans le cadre de protocoles d'entente, en utilisant pour l'établissement des tarifs la méthode du prix de revient majoré. Cependant, des difficultés d'ordre politique sont apparues dans plusieurs cas, lorsque le « secret » des négociations et des soupçons de gonflement des coûts ont amené les gouvernements de certains États à exiger la reprise des négociations (le cas le plus célèbre est celui du projet Enron/Dabhol au Maharashtra, qui semble aujourd'hui être réglé). Début 1995, le gouvernement a adopté comme politique de soumettre les projets à des appels d'offres concurrentiels, sur la base d'une offre de tarif fixe global. Il est probable qu'il n'y aura plus d'autres contre-garanties du gouvernement central au-delà de celles aujourd'hui convenues.

En même temps, bon nombre de SEB font l'objet d'une réforme radicale. Certains donnent leurs installations de production à des sociétés commerciales pour qu'elles les rénovent et les exploitent. Les tarifs à la consommation sont à la hausse, les systèmes de facturation s'améliorent et l'on applique les concepts de gestion de la demande. En outre, on met de plus en plus l'accent sur les facteurs de conservation des ressources et de protection de l'environnement.

La société nationale Powergrid a reçu le mandat de forger un réseau national à partir des cinq systèmes régionaux existants et d'améliorer les installations de transmission à longue distance.

Des fonds privés considérables sont investis dans des centrales « captives » pour les entreprises

utilisant beaucoup d'électricité, l'excédent de production pouvant être vendu au réseau. On constate par ailleurs une expansion des systèmes de cogénération fondés sur le recyclage des déchets des industries du sucre, du papier, des engrais, des produits chimiques et autres. Les SEB offrent désormais des conditions attrayantes pour l'achat de cette électricité.

Le potentiel énorme de l'Inde en matière de production d'électricité non conventionnelle suscite un intérêt croissant. Des projets pilotes financés par les pouvoirs publics sont en cours de réalisation dans l'industrie de l'énergie éolienne, solaire et marine, et certaines activités commerciales ont déjà été lancées.

L'Inde dispose d'une base très étendue et bien développée en matière de fabrication et de services pour l'industrie de l'électricité. Pourtant, certains éléments essentiels et une bonne partie des gros équipements de pointe doivent être importés. Il est probable que les promoteurs de projets privés se tourneront vers l'importation pour tirer parti de l'efficacité technologique, des livraisons à temps et des mécanismes de financement novateurs que peuvent offrir les fournisseurs étrangers.

On estime que le marché indien de l'équipement relié à l'électricité est de plus de 5 milliards de \$ US par an, dont au moins 10 p. 100 représentent des importations.

Le Canada a participé directement aux premiers travaux de mise en place du réseau d'électricité de l'Inde, et ce sont des Canadiens qui ont fourni les services de génie, d'équipement et de financement du projet hydroélectrique Chamara I de 540 mW qui est récemment entré en service. Cela dit, la participation globale des firmes canadiennes à ce marché est très modeste. Ces dernières années, le Canada n'a obtenu qu'à